

31 mai 2008

Des questions autour du thon algérien

Alors que l'Algérie bénéficie d'un quota de l'ordre de 1500 tonnes par an

Il est systématiquement surexploité et même pourchassé impitoyablement jusque dans ses zones de reproduction comme le Golfe de Syrte (Libye).

Une situation que dénoncent depuis plusieurs années déjà non seulement les grandes ONG comme Greenpeace et le WWF (World Wildlife Fund) mais également le SCRS qui est l'organisme scientifique de l'ICAAT, (la commission internationale pour la conservation de thonidés de l'Atlantique Nord) qui tente de maîtriser l'exploitation de cette espèce en voie de disparition. Cette organisation est dominée par les USA et le Japon qui, bien entendu, défendent avant tout leurs intérêts. Mais le désastre est tel que ce sont les USA eux-mêmes qui ont demandé en novembre 2007 à Antalya (Turquie), lors de sa session annuelle, d'interdire pendant 3 ans de pêcher le thon en Méditerranée, ceci face à la curée de certains pays dotés de moyens puissants et modernes, en l'occurrence l'Italie, la France et l'Espagne. L'ICCAT, qui n'autorise que la prise globale de 32 000 t en Méditerranée alors qu'on en pêche 52 000 t, répartit cette quantité en quotas entre les pays riverains et elle tente, par un système de déclarations entre les licences accordées par les pays, les quantités débarquées et leur origine, de contrôler l'activité. Depuis 2002, l'Algérie bénéficie d'un quota de l'ordre de 1500 t par an qu'elle peut exploiter « en bon élève de l'ICCAT », selon le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques (MPRH) à raison de 60% par des navires sous pavillon national et 40% par des navires étrangers auxquels il délivre une licence en contrepartie d'une taxe versée au Trésor public. 500 000 DA par navire déclaré et 150 000 DA la tonne pêchée (150 DA/kg). Les licences accordées aux pavillons nationaux sont exemptes de ces taxes et le texte qui fixe la part nationale et la part étrangère est une simple recommandation qui présente l'avantage de favoriser le quota national et on le comprendra pourquoi un peu plus loin. Mais qui a vu du thon frais en Algérie ? Qui a vu du thon en vente sur les marchés ou les étals algériens ? Où se trouve la conserverie qui a absorbé le quota pour nous en faire des conserves. Personne, bien entendu, parce qu'il n'y a pas eu un seul kilo de débarqué en Algérie. Sur les 1500 t, 500 à 600 sont régulièrement cédées à des Japonais ou des Coréens. Ce qui rapporte au Trésor algérien quelque 120 millions de dinars. En revanche, on n'arrive pas à savoir ce que deviennent les 1000 t qui manquent. Soit 1 milliard de dinars au bas mot de 2002 à 2005. La question a été posée au MPRH. Réponse : c'est ce qui a été pêché dans le cadre de la pêche artisanale dans laquelle il faut inclure la flottille algérienne de thoniers. Faux ! Archifaux ! rétorquent les professionnels. L'association des pêcheurs nie avoir vu passer le moindre thon dans les criées, et elle prend à témoins les douanes algériennes qu'il n'y a en pas eu un seul kilo d'exporté. En retour, elle interpelle le MPRH sur les véritables bénéficiaires de cette manne. Ils se demandent aussi de quelle flottille algérienne parle le MPRH. La demi-douzaine de chalutiers et sardiniers poussifs reconvertis en thoniers ou ces navires certes flambant neufs, mais déjà en panne, encombrement déjà les ports et font piètre figure devant les bateaux japonais ou coréens, bourrés d'électronique, guidés vers les bancs par des satellites et des avions de reconnaissance et qui déterminent la rentabilité du banc de poissons, avant même la prise, en calculant le temps pour le pêcher et le traiter, la surface et la température de stockage et au final le nombre de sushis qui tombent dans l'assiette du consommateur de l'autre côté de la planète. Les Asiatiques, avec tout leur savoir-faire, déclarent 12 bateaux de ce type pour les 600 t qui leur sont accordées. Comment la flottille algérienne, si elle existait vraiment, pourrait pêcher les 1000 t qui restent ? Et, précisent nos interlocuteurs, avec quels équipages ? Une situation que corroborent par ailleurs certaines déclarations du ministre de la Pêche lorsqu'il justifie par le manque de bateaux les ambitieux programmes de constructions navales soutenus par le PSRE (Programme de soutien à la relance économique).

Le thon est donné

Le MPRH a réuni en mars dernier, bien après le terme du délai pour les soumissions qui est le 31 janvier, une demi-douzaine d'armateurs reconnus thoniers pour les inviter à prendre en partie le quota pour les nationaux. « Nous n'en avons pas les moyens », ont répondu une fois de plus les professionnels qui savent qu'il ne s'agit là que de gesticulations pour sauver les apparences. En réalité, les choses se passent autrement. Il y a un pillage à grande échelle du thon en Méditerranée, selon le SCRS, le WWF et Greenpeace. Au cœur de la

surexploitation et de la non-déclaration qui l'accompagne, se trouvent les fermes d'élevage de thon qui poussent comme des champignons partout sur ses rives et qui pullulent parce que très rentables, notamment en Turquie. L'ICCAT impose de ne vendre qu'aux fermes d'élevage qu'elle agréee et homologue pour la traçabilité des transactions. Or, ce n'est pas le cas et, par la force des choses, des réseaux interlopes se sont emparés des commandes de cette activité. Les fermes, en plus de favoriser le pillage du thon, sont également suspectées de blanchir des sommes colossales d'argent sale et l'Algérie est pointée du doigt dans l'approvisionnement de ces fermes. Qu'en est-il vraiment ? En 2007, la licence pour le quota national a été accordée, par le truchement d'un bureau d'études, à une société de pêche de droit algérien qui est loin d'avoir les navires qu'il faut en nombre et en tonnage. En revanche, elle compte parmi ses tuteurs plusieurs fonctionnaires de la pêche et quelques affairistes. Cette société a été autorisée à signer le 12 mai 2007 un contrat avec le président de l'association des fermes d'élevage turques, Nedim Ambar. En fait, une chose parfaitement acceptable si le contrat avait été domicilié comme une exportation. Or, cela n'a pas été le cas et de surcroît contraire aux recommandations de l'ICCAT qui imposent que les contrats soient établis, pour la traçabilité toujours, uniquement avec des fermes agréées. La licence accordée à la société algérienne a été ainsi rétrocédée aux Turcs pour leur permettre d'approvisionner leurs fermes non déclarées à partir de thon pêché illicitement au nom de l'Algérie, au détriment de son Trésor public et de cette ressource naturelle commune non renouvelable que représente le thon. Le scandale des 30 chalutiers commandés dans le cadre du PRSE et retenus en otages par les chantiers navals turcs ANA-groupe (El Watan du 20 mars 2007, El Khabar du 5 novembre 2007) en échange d'une rallonge alors que les prix avaient été négociés fermes et non révisables est lié à ces transactions opaques sur le thon. Les Turcs se sont permis de retenir les bateaux algériens parce qu'ils avaient eu des assurances sur des contrats de thon qui tardaient à se concrétiser et la crise, délibérément provoquée, ne s'est dénouée qu'en échange de plusieurs licences de pêche. Mais qui est ANA groupe ? Cette société est dirigée par les membres d'une même famille. Après sa disparition d'Algérie, elle réapparaît en Turquie sous la forme de deux sociétés. La première ANA-maritime devient la propriété d'un Algérien, cadre à la BADR, la banque qui, précisément, a géré le financement PRSE/MPRH des constructions navales et la seconde ANA-International restée aux mains des Turcs. En 2008, un scénario semblable à celui de 2007 a été mis en place mais avec d'autres protagonistes. Notre enquête qui a exigé un rapprochement avec le MPRH pour savoir où est passé le thon pêché de la part « nationale » du quota algérien aurait, semble-t-il, semé la panique. Encore pour sauver les apparences, on a appelé à la rescousse d'autres professionnels, jamais sollicités jusque-là, mais qui n'ont pas non plus les moyens de pêcher les 1000 t du quota national passé, entre-temps à 1720 t pour 2008. Les pays du Maghreb ont en effet bénéficié d'un bonus de 691 t en faisant valoir la faiblesse de leurs moyens. 1460 t seulement, dit le MPRH. Soit, mais comment vont pouvoir faire nos armateurs ? Où vont le thon pêché et l'argent ? Car il est bel et bien pêché comme le prouvent les statistiques de l'ICCAT. Le MPRH n'a pas été en mesure de répondre à la question. Personne ne sait rien des dizaines de milliards qui disparaissent chaque année dans la pêche au thon.

Par Slim Sadki

17 juin 2008

60% du quota national pêchés en l'espace de trois jours

Les thoniers algériens ont-ils fait une pêche miraculeuse?

Le monde de la pêche européen est en crise depuis l'annonce faite vendredi par la Commission européenne de fermer prématurément, avant le 30 juin, la pêche au thon rouge en Méditerranée.

Cette fermeture concerne les thoniers senneurs, de grands chalutiers qui pratiquent une forme de pêche industrielle, et comptent à eux seuls pour quelque 70% des captures totales de ce poisson dans les eaux européennes. Des centaines d'unités navales assistées par des avions et des satellites prélèvent quelque 550 tonnes par jour. « Cette mesure a été prise parce que nous savons que les quotas seront épuisés le 16 juin et c'est pour cela que nous arrêtons la pêche au thon rouge », a déclaré Nathalie Charbonneau, porte-parole du commissaire à la pêche, John Borg. L'ICCAT, l'organisme international qui répartit les quotas par pays, le SCRS, son support scientifique, les ONG de protection de l'environnement, les scientifiques et les experts de l'UE ont tous tiré la sonnette d'alarme sur la surexploitation qui mène directement à la disparition de cette espèce, traquée jusque dans le Golfe de Syrte (Libye), son unique lieu de reproduction. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a pour sa part réclamé vendredi des « mesures encore plus radicales » pour préserver l'espèce, comme une fermeture de la pêche sur plusieurs années et une réduction « drastique » de la flotte.

L'Algérie épinglée par les ONG

Le quota total annuel des pêches fixé par l'ICCAT pour la Méditerranée est de 32 000 tonnes. Avec les pêches illégales, il a atteint presque le double en 2007, soit 54 000 tonnes. « L'importance de la pêche illégale a été désignée comme une cause fondamentale du déclin de cette ressource », a-t-on encore déclaré, en précisant que « des mouvements et une activité hors du commun de remorqueurs tractant des cages flottantes de thon vivant ont été signalés ». L'Algérie est accusée par les ONG de contribuer à ces pêches illégales. Les autorités algériennes, le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques (MPRH) en l'occurrence, n'a pas été en mesure de donner avec précision les destinations des précédents quotas algériens qui s'élèvent, pour 2008, à 1460 tonnes avec probablement un bonus de 300 tonnes, comme cela a été accordé lors de la dernière session de l'ICCAT à Antalya (Turquie). Selon le MPRH, 7 thoniers algériens ont été autorisés à pêcher les 60% du quota national en 2008. Quatre de ces unités, en fait des sardiniers armés à la senne, venues d'Alger, étaient stationnées à Annaba durant la semaine dernière. Puis, instantanément, ces trois derniers jours, week-end algérien couplé au week-end universel, elles ont effectué trois sorties successives de quelques heures pour se rendre à 51 miles au large d'El Kala. Là, elles auraient pêché 430 tonnes de thon rouge renvoyées sur-le-champ vers la Turquie. L'équivalent des captures journalières de toute la flotte européenne. A titre de comparaison, les Japonais qui ont bénéficié d'une licence de pêche sur le quota algérien, avec toute leur armada composée de 12 super-navires bourrés d'électronique, d'avions de reconnaissance et dirigés vers les bancs par satellites, n'ont réussi à pêcher que 340 tonnes en 45 jours de pleine campagne en avril-mai. Car, il faut savoir aussi, et comme vous le dira le premier des pêcheurs rencontré sur les quais, il y a longtemps que le thon, grand migrateur, est passé au large d'El Kala. A moins d'un scénario bien concocté pour faire croire à des prises légales, il ne peut s'agir que d'une pêche miraculeuse. Et c'est comme cela chaque année.

Par Slim Sadki

25 août 2008

Appel de détresse d'une vingtaine de pêcheurs algériens

Des armateurs piégés en Turquie

C'est un véritable appel de détresse que vient de lancer à partir de la Turquie un groupe d'une vingtaine d'armateurs algériens bloqués depuis plus de huit mois à Istanbul. Ils ont complètement épuisé leurs ressources et sont confrontés à un environnement des plus hostiles. Ce sont des promoteurs dans la pêche qui se sont inscrits dans le programme d'acquisition de navires à l'indicatif du Programme de soutien à la relance économique (PSRE) initié par les pouvoirs publics et confié au ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques.

Cette nouvelle affaire d'acquisition de navires de pêche turcs n'est en fait que la suite logique de celle rapportée dans nos colonnes en mars dernier (voir El Watan du 20 mars 2007). Nous relations la prise en otage de 30 chalutiers par les chantiers navals turcs du groupe ANA qui réclamaient une rallonge de 15 à 20% sur les prix pourtant fermes et non révisables selon les contrats signés à Alger sous la caution de la BADR et avec la bénédiction du ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques. Les propriétaires de ces bateaux avaient crié au scandale et dénoncé la corruption qui est à l'origine de cette situation. Ils incriminaient directement le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques et la BADR de les avoir délibérément orientés vers la Turquie. Une délégation du ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques comprenant le secrétaire général du ministère de la Pêche a vite été dépêchée à Istanbul pour dénouer la crise. Il semble qu'un arrangement scabreux aurait été trouvé en proposant aux Turcs 600 t de thon sur le quota annuel de 1600 t alloués pour 2007 à l'Algérie par l'Organisation intergouvernementale pour la conservation des thonidés (ICCAT). On ne sait par ailleurs ce que sont devenues les mille autres tonnes restantes qui doivent rapporter au Trésor algérien la coquette somme de 5 millions de dollars. Aujourd'hui, ce sont quatre autres chantiers navals turcs qui ont emboîté le pas au groupe ANA pour piéger les promoteurs algériens. Il s'agit principalement de Turkuaz, Ozguemta, Ketenciler et Ergune, et selon nos interlocuteurs, il y en a d'autres aussi dans le même genre qui figurent sur les listes des registres de commerce qui viennent aux foires d'Alger en force mais qui n'ont pas de chantier proprement dit. Ces sociétés et leurs chantiers se sont volatilisés. Après avoir encaissé l'argent, elles ont déposé leur bilan et déclaré faillite. Certaines sont allées jusqu'à actionner la justice pour hypothéquer et saisir sous leurs propres yeux les biens des Algériens en construction dans d'autres chantiers. Une situation absolument surréelle ! C'est d'avoir cédé au chantage d'ANA, et allez savoir pourquoi, que les autres chantiers ont suivi son exemple. ANA a réclamé de l'argent qu'elle a obtenu d'une manière comme d'une autre. Certains armateurs ne cachent pas qu'ils ont été contraints d'apporter l'argent réclamé pour pouvoir rapatrier leurs bateaux et ils ne cachent pas non plus qu'ils l'ont fait par divers truchements en amenant aussi la banque, la BADR en l'occurrence, à payer sa quote-part de l'investissement. Cela a fonctionné merveilleusement et c'est ce qui a donné des idées aux autres chantiers navals de réclamer leur part du gâteau algérien qui, rappelons-le à tout hasard, est puisé dans le bien commun des Algériens en perte de vitesse. Les armateurs qui résistent encore à passer par les chemins tortueux de la malversation attendent sur place et tentent de trouver une issue pour récupérer leurs bateaux dont ils ont avancé en totalité à la banque l'apport personnel exigé pour l'éligibilité au crédit. Cela fait plus de huit mois pour certains. A l'ambassade où ils se sont rendus pour exposer leur situation, on leur a répondu que ce sont des affaires de contrats commerciaux qui ne regardent en aucune manière les affaires étrangères ! Ils sont au bord de l'épuisement. A la démission des pouvoirs publics qui se démarquent de cette affaire vers lesquelles ils les ont pourtant orientés, ils doivent également faire face à un environnement des plus hostiles entretenu par les Turcs qui cherchent à se débarrasser de leur présence trop encombrante. Jusqu'où iront-ils ? Il y a eu des menaces clairement formulées, nous ont avoué nos interlocuteurs qui ont insisté pour garder l'anonymat par peur de représailles commanditées d'Alger.

Par Slim Sadki